

Un milliard d'investissement pour la sauvegarde du fleuve

Dossier de la rédaction de H2o
March 2020

Au terme de travaux menés à la demande du gouvernement fédéral, un regroupement de scientifiques, de municipalités et de gens d'affaires recommande la mise en œuvre d'un plan d'action d'un milliard de dollars afin de mieux protéger le Saint-Laurent contre la menace des bouleversements climatiques et de la pollution. Et le gouvernement du Québec devra y participer.

Le Collaboratif des Grands Lacs et du Saint-Laurent a publié une proposition de "plan d'action" comportant 12 recommandations à mettre en œuvre sur 10 ans et qui prévoit des investissements annuels de 100 millions de dollars. Le rapport du regroupement, dont la rédaction a été financée par Ottawa, souligne que la crise climatique pose de sérieux risques pour le fleuve Saint-Laurent, mais aussi son estuaire et son golfe. "Des précipitations plus intenses pourraient augmenter le risque d'inondations majeures dans les grandes villes, entraîner une augmentation de la fréquence, du volume et de la charge de contaminants mis dans l'eau lors de débordement des eaux usées et accentuer le transport de nutriments et de pesticides des terres agricoles vers les cours d'eau", expliquent les scientifiques dans leur analyse. Ils ajoutent, "les inondations courantes engendrent des coûts et des conséquences importantes pour les gouvernements et la société civile", tandis que "les apports excessifs en nutriments et l'augmentation des températures se traduisent par la formation de zones d'hypoxie (manque d'oxygène) dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent." Qui plus est, la présence de nouveaux contaminants, comme les produits pharmaceutiques, pose des risques supplémentaires pour l'écosystème marin.

Afin de prévenir le pire et compte tenu du fait que les bouleversements climatiques vont continuer de s'aggraver, le regroupement d'experts et d'intervenants liés au Saint-Laurent a formulé une douzaine de recommandations à mettre en œuvre d'ici 2030, en collaboration avec le gouvernement du Québec, avec un investissement d'un milliard de dollars. "Environ 90 % de ce montant serait utilisé pour bâtir la résilience des municipalités et des communautés, notamment pour la protection des rives dans le contexte des inondations et de l'érosion côtière, mais aussi pour protéger plus généralement toutes les infrastructures", explique le coprésident du regroupement, Jean Cinq-Mars, qui est aussi l'ancien commissaire au développement durable du Québec. Selon lui, il serait nécessaire d'améliorer substantiellement le traitement des eaux usées, qui constituent toujours une source de pollution importante pour le Saint-Laurent. M. Cinq-Mars rappelle notamment qu'environ 90 municipalités de la province rejettent toujours leurs eaux usées dans des cours d'eau, et ce, sans que celles-ci soient traitées. Pour aider les petites municipalités à se doter d'infrastructures qui peuvent s'avérer coûteuses, le gouvernement devra prévoir du financement. Toujours dans l'objectif d'améliorer la qualité des eaux du Saint-Laurent, le gouvernement fédéral devrait soutenir les agriculteurs afin de réduire l'usage des pesticides et des engrais, dont le lessivage mine la santé des milieux aquatiques. En combinant différentes mesures d'assainissement des eaux, le regroupement estime qu'il serait possible d'ouvrir de nouvelles plages et d'améliorer ainsi l'accès au fleuve.

Article intégral publié par Le Devoir - Photo Pierre Lahoud

À

À À

